



Lycée : le retour d'une réforme repoussée !

Le ministère a présenté, hier, aux organisations exclues des négociations sur la réforme du lycée (CGT Educ'action, FO, SUD), le document final transmis, pour arbitrage, à L. Chatel. En préalable, nous avons rappelé conjointement la nécessité qu'un véritable dialogue social soit ouvert à tous les syndicats.

La CGT Educ'action, au vu du projet présenté et des éclairages demandés lors de l'audience, qualifie la réforme en cours d'inacceptable et dangereuse, à la fois pour les lycéens et les personnels.

Fondée, en effet, sur une autonomie locale "à tout va", l'égalité d'accès et de traitement est malmenée : globalisation des horaires, semestrialisation ou annualisation des enseignements et des services enseignants, adaptation locale des moyens disciplinaires, contournement du Conseil d'Administration par un Conseil Pédagogique rendu tout puissant, transfert de la mission d'orientation aux enseignants, externalisation de la remédiation à la difficulté scolaire par des stages pendant les vacances...

On ne peut que constater une disparition progressive des repères nationaux communs à l'ensemble des lycéens. A terme, et bien que le ministère n'en dise mot -sans doute pour différer la colère lycéenne- c'est une mise en cause du diplôme national du baccalauréat. Le terme de "compétence à la mode européenne" est d'ailleurs employé, à l'envi, pour évaluer "savoirs académiques" et engagement associatif volontaires des jeunes.

La voie technologique est à peine évoquée, sa rénovation repoussée en 2011, alors que la nouvelle architecture de la seconde de détermination débiterait dès septembre 2010. Il semble difficile de prévoir ce que pourraient être les "volets d'exploration" technologiques adaptés pour orienter en STI, STL...

L'accompagnement personnalisé (2 h/élève/niveau) est construit sur le modèle de la réforme du bac pro. et constitue une véritable "usine à gaz" irréaliste et inadaptée aux besoins légitimes des lycéens.

La CGT Educ'action demande une expérimentation grandeur nature par L. Chatel, à partir d'un établissement de son choix, parmi ceux qu'il visite, qu'il bâtit un projet prévoyant au plus tard en février, les moyens horaires nécessaires à la remédiation des besoins d'élèves scolarisés dans les classes en septembre 2010, qu'il en expérimente les conséquences sur les conditions de travail des personnels !

La CGT Educ'action prend le pari qu'il s'expose à une bonne grève !

C'est pourquoi elle appelle les personnels à se mobiliser dès le 24 novembre contre le retour du projet Darcos, acte II.

Montreuil, le 17 novembre 2009